



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Pour tout CONTACT :
npacaenpsa@gmail.com

Notre SITE INTERNET :
www.npa-revolutionnaires.org

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes » – Karl MARX

LA SEULE ISSUE FAVORABLE DANS LA CRISE POLITIQUE : NOUS MOBILISER POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux...

Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire pri-

mer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licencieurs et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

Au radar

À moins de deux semaines de la fermeture de fin d'année, une partie d'entre nous ne sait toujours pas quel jour le travail finit pour eux et elles.

La direction cherche encore mais elle n'a pas trouvé. Tirer à pile ou face, consulter une voyante, observer le vol des oiseaux... ce ne sont pourtant pas les méthodes qui manquent pour choisir. Et vu le rythme chaotique de la production, le résultat ne pourra pas être bien pire pour nous...

Au radar 2

À moins de deux semaines de la fermeture de la ligne des berceaux alu, les collègues de la ligne en question savent enfin ce qu'ils vont devenir l'an prochain. Mais pour ceux qui se retrouvent à charger des pièces sur les lignes au ferrage, il n'est pas sûr que ça permette de passer de meilleures fêtes...

Un avant-goût...

Viennoiseries, jus de fruits chics, macarons, café et gâteaux de pâtisseries : le menu de la collation de Noël fait envie.

Mais pour se le payer nous-mêmes et pas une fois par an, à plus forte raison si on veut régaler la famille, il faudrait que nos salaires décollent un peu. Par exemple de 400 euros par mois...

Y a comme un froid...

Le chauffage par géothermie sera inauguré jeudi cette semaine. Mais alors qu'il est déjà en fonctionnement depuis quelques jours, on se gèle toujours autant.

À moins qu'un jour la direction refasse l'isolation (on peut rêver...), la seule solution pour avoir moins froid, ça reste de se coller aux radiateurs... ou de brûler des palettes au milieu de l'atelier

Un valet congédié par ses maîtres

Tavares s'est fait virer par le chef des héritiers de Fiat John Elkann. La famille Peugeot et l'État français qui possèdent 6 % et 7 % de Stellantis l'ont laissé faire. Tout ce beau monde ne reproche pas à Tavares d'avoir détruit des dizaines de milliers d'emplois, d'avoir fermé des usines ou de mépriser les clients mais la baisse de 50 % de la valeur de l'action, et les menaces sur les profits à 2 chiffres des dernières années.

Tavares ou un autre patron français, italien, américain ou d'ailleurs... pour les travailleurs c'est la même chose, le futur patron millionnaire sera au service des mêmes dynasties de milliardaires qui nous exploitent.

Avec rien, on fait... rien

À Stellantis Poissy, la direction accuse à demi-mot les ouvriers qui craignent la fermeture de vouloir... la provoquer ! C'est le monde à l'envers !

La direction du groupe a annoncé qu'elle allait investir 8,5 millions d'euros en 3 ans dans l'usine de Poissy. Ça ne fait même pas 3 millions par an. Avec aussi peu d'argent aucune nouvelle voiture ne peut être lancée. Impossible de construire un nouveau bâtiment Peinture à 85 millions d'euros, impossible d'adapter l'usine à une nouvelle plateforme...

De Poissy, Douvrin et ailleurs, tous les salariés de Stellantis ont intérêt à se serrer les coudes pour défendre ensemble leurs intérêts.

Novares : la lutte paie

Après 2 semaines de grève, les 122 salariés du sous-traitant automobile Novares près de Strasbourg ont gagné l'augmentation de 70% de leur prime supra-légale de licenciement – leur usine doit fermer mi-2025. Le congé de reclassement est porté à 12 mois avec une rémunération de 80 % du salaire brut. Ça ne remplacera pas leur emploi, mais c'est déjà une victoire d'avoir arraché ça au patron.

Ne pas restons pas seuls face à nos patrons

Le 25 novembre, pour débrayer ensemble, les grévistes strasbourgeois étaient partis vers un autre site Novares en Lorraine. Dans un contexte où beaucoup de salariés sous-traitants se sentent menacés par des fermetures, la peur de la contagion du conflit a fait reculer leur patron.

Grève historique à Volkswagen

La direction de VW veut baisser de 10 % des salaires et supprimer 30 000 postes. Pourtant, les bénéfices de Volkswagen s'élèvent à 17,9 milliards en 2023, en augmentation de 13 %. Près de 100 000 salariés du groupe sur 120 000 ont débrayé et manifesté lundi 2 décembre. Une nouvelle « grève d'avertissement » est prévue pour le 9 décembre. À Hanovre, une banderole affichait « Vous voulez la guerre, nous sommes prêts ». En effet, les salariés vont devoir leur rendre coup pour coup.

La diplomatie de la xénophobie

À peine le régime syrien de Bachar al-Assad effondré, certains pays européens annoncent déjà des mesures contre les réfugiés qui ont fui la guerre en Syrie. En moins de 24 heures, le Danemark, la Norvège, la Suède ou l'Allemagne ont décidé de geler les demandes d'asile des Syriens, la France dit y réfléchir, et les autorités autrichiennes envisagent de les expulser.

Après 10 ans d'opérations « anti-terroristes » contre Daesh, voilà qu'ils trouvent normal de renvoyer des migrants sous la coupe des islamistes de HTS, les héritiers d'Al-Qaïda qui ont pris le pouvoir en Syrie. Pour ces grandes « démocraties » occidentales, les djihadistes sont fréquentables tant qu'ils permettent de contrôler les flux migratoires.